

# **IRES."FORUM" 2022**

---

**Actes des rencontres organisées par  
l'IRES**



## Sommaire

<b>Introduction</b>	<b>5</b>
<b>Les questions nationales</b>	<b>6</b>
L'avenir des métiers mondiaux du Maroc	7
Quel avenir de l'eau au Maroc ?	11
Quel système de santé au Maroc, à l'aune de la souveraineté nationale et de la généralisation de la couverture sociale ?	14
L'avenir de la région de Dakhla Oued-Eddahab	17
Comment adopter l'approche "One Health" au Maroc ?	19
L'avenir du numérique : entre promesses et incertitudes	23
Industrie du futur "X.0" : Maturité du secteur industriel marocain et leviers du changement	28
<b>Les relations extérieures et la diplomatie</b>	<b>32</b>
Les répercussions de la guerre en Ukraine	33
L'avenir des relations entre le Maroc et l'Allemagne	36
La dixième édition de la Coalition des centres de recherche et de culture arabes	38
<b>Positionnement du Maroc dans le Monde</b>	<b>40</b>
La réputation du Maroc dans le monde en 2022	41
<b>La présentation d'ouvrages</b>	<b>45</b>
Russie : le retour de la puissance	47
Le retour de la guerre	50
Le Sahara à l'épreuve de la colonisation : un nouveau regard sur les questions territoriales	53
La multipolarité au 21 <sup>ème</sup> siècle	55



## Introduction

Au cours de l'année 2022, les travaux de l'Institut Royal des Etudes Stratégiques (IRES) se sont articulés, comme à l'accoutumée, autour des questions nationales à caractère stratégique, des relations extérieures et de la diplomatie ainsi que du positionnement du Maroc dans le Monde. À ces travaux s'est ajoutée la présentation et la discussion d'ouvrages traitant de sujets d'actualité.

Au niveau national, dans la continuité de la réflexion entamée dans le rapport stratégique 2021 "Vers un nouveau monde post-covid ?", l'IRES a poursuivi l'examen des perspectives d'évolution des métiers mondiaux du Maroc. L'Institut a, par ailleurs, abordé la question de l'eau ainsi que celle du système de santé marocain, à la fois à l'aune des impératifs de la souveraineté sanitaire, dans un contexte de généralisation de la couverture sociale et à la lumière des horizons qu'ouvrirait l'adoption de l'approche *One health* dans la gouvernance du système de santé, approche qui concilie la santé du vivant et celle des écosystèmes.

L'IRES a, en outre, porté son attention aux perspectives de concrétisation de la Vision Royale tendant à faire la Région Dakhla Oued-Eddahab un hub africain à vocation intercontinentale entre l'Afrique, l'Europe, l'Amérique et l'Asie et ce, en prenant en considération les avancées enregistrées grâce au plan de développement mis en œuvre ainsi que les potentialités que recèle cette région.

Sur un autre plan, l'Institut a poursuivi sa coopération avec divers acteurs internationaux, dans le but de maîtriser l'exponentialité des innovations. Une conférence internationale a, ainsi été tenue, portant sur les promesses et des incertitudes que comporte le développement du numérique. Dans la même optique, ont été abordées les possibilités de développement de l'industrie X.O dans le Royaume.

Pour ce qui est des relations extérieures et de la diplomatie, l'IRES a examiné les incidences, sur le Maroc, des bouleversements géopolitiques causés par le déclenchement de la guerre en Ukraine, dans un contexte de persistance des effets de la crise pandémique. En outre, dans le cadre de son cycle débat des Ambassadeurs accrédités dans le Royaume, l'Institut a reçu l'Ambassadeur de la République Fédérale d'Allemagne, pour une présentation des conclusions de l'étude sur les relations du Maroc avec ce pays.

Par ailleurs, l'IRES a réalisé la huitième édition de l'enquête sur la réputation du Maroc dans le monde. Un séminaire, organisé en juin 2022, a été l'occasion d'en rendre publiques les conclusions.

Enfin, quatre ouvrages traitant des grandes tendances globales de la géopolitique mondiale mais aussi de la question du Sahara marocain ont fait l'objet d'une lecture croisée par des discutants invités par l'Institut.



## **Les questions nationales**

Ce séminaire a été dédié à la présentation et la discussion des conclusions préliminaires de l'étude de l'IRES sur l'avenir des métiers mondiaux du Maroc. Cette étude a pour objectifs d'établir un diagnostic des six métiers mondiaux du Royaume, d'explorer leur avenir à l'échelle internationale et d'en déduire les enjeux pour le pays.

En outre, la réflexion de l'IRES a visé à identifier de nouvelles chaînes de valeur mondiales auxquelles le Maroc pourrait s'intégrer et à faire des propositions à même de favoriser une montée en gamme dans ces métiers mondiaux et de renforcer l'attractivité de "l'offre-Maroc", afin de concrétiser la vocation du Royaume, comme pivot entre l'Afrique, l'Europe, l'Amérique et l'Asie.

### **1. Bilan mitigé du développement des métiers mondiaux du Maroc**

Sous le Leadership de Sa Majesté Le Roi Mohammed VI, le Maroc a mis en place plusieurs stratégies, visant la diversification des activités industrielles, la promotion des exportations et le développement des métiers mondiaux du Maroc, via une approche proactive de l'Etat et l'édification d'un ensemble d'écosystèmes.

En dépit des avancées enregistrées, le bilan de développement des métiers mondiaux du Maroc demeure mitigé. Ainsi, si le Royaume se positionne comme étant une destination "Best Cost", opérant une remontée progressive dans les chaînes de valeur mondiales pour certains métiers, l'investissement dans ces métiers mondiaux n'a pas permis d'améliorer certains facteurs structurels de la compétitivité globale du Maroc, à l'instar des capacités d'innovation.

Par ailleurs, le capital privé national s'est avéré peu présent dans les métiers mondiaux, ce qui a engendré une dépendance du Maroc aux investissements directs étrangers. De plus, l'impact de ces investissements en termes de création d'emplois, bien que globalement positif, n'a pas permis au Royaume de se doter de compétences en haute technologie, ni en nombre suffisant de cadres en "middle management" et de techniciens supérieurs.

De surcroît, le profil actuel de spécialisation économique et industrielle du Royaume ne prépare pas suffisamment le pays à s'adapter aux évolutions futures des chaînes de valeur mondiales, en raison d'une réglementation foncière obsolète, d'un manque de financement pour les PME et les start-ups ainsi que d'une coopération faible en matière de Recherche & Développement entre l'industrie, d'une part, l'Etat et les universités, d'autre part.

Une revue par métier donne un aperçu plus précis des réalisations et des insuffisances des métiers mondiaux du Maroc :

- En ce qui concerne le métier de l'automobile, la dynamique qu'a connue cette activité est contrainte par certains facteurs, comme le manque de techniciens et de qualifications en *middle management*, la faible intégration des entreprises installées dans les nouvelles chaînes de valeur technologiques et un déficit d'attractivité sur le plan de la compétitivité.

Afin de remédier à ces insuffisances et d'entamer une montée en gamme permettant de mettre le secteur de l'automobile en phase avec les mutations que connaît le secteur au niveau mondial, il serait opportun de repenser le positionnement du Maroc sur la chaîne de valeur mondiale automobile, de renforcer le capital humain par la formation de profil de haute compétence, de diversifier le marché d'exportation et d'approvisionnement et de développer le marché domestique.

- S'agissant de l'aéronautique, il faudrait relever certains défis liés à l'alignement sur les exigences technologiques, aux réglementations contraignantes, aux coûts de transfert exorbitants pour les investisseurs étrangers, à la cherté du foncier et aux difficultés d'accès au financement.

Il est désormais nécessaire d'œuvrer à l'émergence d'une plateforme aéronautique marocaine intelligente, en améliorant l'attractivité du pays pour des segments matures, en se positionnant dans les nouvelles restructurations du secteur liées à la durabilité environnementale et aux exigences technologiques et en explorant de nouvelles filières dans le giron de l'aéronautique.

- L'agroalimentaire, dont l'importance pour l'économie et la sécurité alimentaire nationales est indéniable, pâtit de sa dépendance du marché européen, de la faiblesse relative de l'amont agricole, du manque de compétitivité des produits transformés, des dysfonctionnements des systèmes de commercialisation ainsi que de la taxation élevée de l'industrie agroalimentaire alors que l'agriculture reste dans l'ensemble défiscalisée.

Une montée en gamme de cette industrie, dans l'optique de répondre aux exigences de durabilité et de création d'une forte valeur ajoutée, suppose d'augmenter le taux d'intégration en amont comme en aval, d'accroître les parts du Maroc dans les marchés des partenaires traditionnels et d'explorer de nouveaux marchés potentiels, de réviser les modalités de l'accompagnement de l'Etat, de dynamiser les filières de la transformation, en optant pour l'exploitation d'autres ressources locales comme les plantes aromatiques et médicinales.



- Le textile et cuir demeure un secteur stratégique pour le Royaume malgré une forte dépendance des marchés mondiaux et de l'amont industriel, une prédominance de l'informel, une insuffisance en termes d'innovation et d'initiatives entrepreneuriales et une forte vulnérabilité aux pratiques de dumping et aux règles d'origines. L'enjeu est de développer une industrie textile et cuir compétitive et innovante. Pour y parvenir, il serait nécessaire de développer l'amont textile et cuir, de favoriser l'intégration de l'informel, de mobiliser les synergies avec les autres filières industrielles, en particulier l'automobile et l'aéronautique, de faire de la commande publique un levier stratégique pour le développement du marché domestique et d'activer la digitalisation du secteur en investissant dans l'industrie 4.0.
- L'électronique, qui a connu une dynamique soutenue au cours des deux dernières décennies, doit faire face à la concurrence de la contrebande et de la contrefaçon, aux contraintes réglementaires, aux coûts exorbitants des investissements en recherche & développement. A cela s'ajoute une image de marque du "Made in Morocco" qui reste à améliorer.

Hisser le Maroc au rang de plateforme de production et d'exportation de produits électroniques dans le pourtour méditerranéen implique d'augmenter le taux d'intégration dans la chaîne de valeur mondiale en développant l'amont et l'électronique de spécialité, de promouvoir le *reverse engineering*, de mettre en place une stratégie d'attractivité basée sur la proximité géographique, les compétences et la baisse des coûts du facteur travail.

- L'offshoring, fortement pourvoyeur d'emplois et créateur de richesses, est confronté à la concurrence accrue de certains pays d'Europe de l'Est et d'Afrique Subsaharienne, à un retard considérable en termes d'accès aux marchés anglophones, à un manque de financement par les banques marocaines et à une pénurie de ressources humaines multilingues.

Dans l'optique d'assurer la transition d'une destination de "Best Cost" vers une destination de "haut de gamme" dans l'offshoring, il serait utile d'adapter les infrastructures nationales aux normes internationales, de développer les compétences en informatique, de suivre l'évolution technologique et l'innovation dans le secteur et d'encourager la formation au multilinguisme, afin de réduire la dépendance vis-à-vis des donneurs d'ordre francophones.

## 2. Vers une seconde génération des métiers mondiaux du Maroc

L'étude de l'IRES a permis de dresser une liste de futurs métiers mondiaux potentiels du Maroc, en utilisant la méthode de l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel, qui classe les produits sur la base des critères de compétitivité dans un échantillon de 16 pays<sup>1</sup> émergents et de la dynamique de la demande mondiale.

Le croisement de ces critères a permis d'identifier pour le Maroc un inventaire de produits et de services tenant compte des tendances mondiales, des atouts dont dispose le Royaume, des opportunités offertes et des contraintes qu'il doit lever. Les nouveaux métiers mondiaux envisageables pour le Maroc proposés sont les industries pharmaceutique, navale et ferroviaire, l'électricité et la chimie vertes, l'artisanat d'Art et, enfin, la logistique et le transport.

---

<sup>1</sup> La Chine, l'Inde, le Brésil, la République Tchèque, le Mexique, l'Argentine, la Slovaquie, l'Indonésie, la Croatie, la Pologne, le Chili, les Philippines, la Turquie, la Hongrie, la Corée du Sud et la Malaisie.

Réunissant un panel d'experts nationaux et internationaux de haut niveau, issus de plusieurs disciplines, cette rencontre a permis d'actualiser les connaissances, de croiser les approches pour mieux cerner les enjeux actuels et futurs de la problématique de l'eau au Maroc et d'explorer les options qui se proposent au Royaume pour préserver son "capital hydrique", garantir l'approvisionnement en eau du pays sur le moyen et long terme et assurer une gestion rationnelle de la demande en ressources hydriques.

### 1. Une situation de l'eau au Maroc préoccupante

La situation de l'eau au Maroc est devenue préoccupante, notamment, sur le plan de la disponibilité de la ressource, confirmant le basculement du Royaume d'une situation de stress hydrique à celle de rareté structurelle.

L'état des aquifères a atteint, presque dans l'ensemble du pays, des niveaux piézométriques alarmants alors que les réserves de ces nappes s'étaient formées pendant des dizaines, voire-même des centaines d'années.

Couvrant 10% de la superficie du territoire, les 130 nappes phréatiques que compte le Maroc ne peuvent, désormais, plus être reconstituées, même en année de forte pluviosité et, donc, leur amenuisement pourrait devenir irréversible. Le manque de connaissances et la gestion inadéquate de ces nappes ont conduit à un déficit de la ressource en eau souterraine de l'ordre de 1 milliard de m<sup>3</sup>, en moyenne par an, depuis 1980.

La dégradation de la situation hydrique se manifeste, également, par la disparition de 60% à 80% des superficies des zones humides (lacs et bassins humides), dont l'importance a été occultée par la politique des grands aménagements hydrauliques, telle qu'elle a été mise en œuvre. Ces zones souffrent, principalement, de l'extension sans contrôle des terres cultivées et ce, bien que le Maroc ait signé la convention RAMSAR destinée à protéger les zones humides.

La crise hydrique actuelle interroge les choix opérés dans le cadre du Plan Maroc Vert, qui a certes permis de réaliser des progrès importants en termes de production agricole, mais qui a, dans le même temps, favorisé le développement d'une agriculture intensive, à très forte demande en eau.

De plus, les ressources en eau non conventionnelles, particulièrement, celles provenant du dessalement ou du recyclage des eaux usées, restent à des niveaux insignifiants, estimés à 54 millions de m<sup>3</sup>, sur un total prévu de 300 millions de m<sup>3</sup> par la stratégie nationale de l'eau.

Salué sur le plan international pour sa politique de mobilisation des ressources en eau et qui s'est traduite jusqu'à fin 2021 par la construction de 281 grands et petits barrages, le Maroc n'a, toutefois, été en mesure de résoudre ni la problématique de l'inadéquation entre l'offre et la demande en eau, ni celle de la dégradation de la qualité générale des eaux souterraines et de surface.

## **2. Un modèle de gestion des ressources en eaux à revoir complètement**

Outre la non prise en compte du changement climatique dans la gestion de l'eau au Maroc, des déficits s'accumulent en matière de gouvernance de cette ressource vitale, dont le cadre institutionnel et législatif repose sur la loi 10.95 et la loi 36.15. Plusieurs textes d'application de ces lois n'ont pas encore été publiés.

Les politiques publiques ayant trait à la question hydrique ont, jusqu'à présent, été conduites sans coordination intersectorielle, ne prenant pas en considération les nombreuses interactions qui existent entre l'eau, l'agriculture, l'énergie et les écosystèmes. Elles n'ont pas, à ce propos, fait l'objet d'évaluations précises visant la mise en œuvre d'une démarche coordonnée de type "Nexus". Ces politiques publiques, focalisées sur la gestion de l'offre, ignorent les aspects liés à la demande, d'autant plus que la planification de l'eau est souvent réalisée sur la base de données imprécises et que les prévisions sont fondées sur des hypothèses théoriques qui ne reposent pas sur des informations fiables.

A cela, s'ajoute l'absence de stratégies efficaces en matière de suivi-évaluation et la faible implication des centres de réflexion et des institutions de recherche dans la conception, la mise en œuvre et l'évaluation des politiques de l'eau.

Il devient, ainsi, urgent, en complément de la mise en œuvre du programme national d'approvisionnement en eau potable et d'irrigation 2020-2027, de repenser la question de l'eau selon une nouvelle vision prospective, dont les principes directeurs se présentent comme suit :

- Moderniser la gouvernance globale de l'eau, en recourant à des approches innovantes reposant sur les dernières technologies disponibles et ce, en rationalisant l'organisation institutionnelle de l'eau, en faisant de l'adaptation au changement climatique un objectif de la gouvernance de l'eau, en actualisant le cadre législatif et en mettant en place des outils d'évaluation de sa mise en œuvre.
- Gérer le capital hydrique en tant que "bien commun", en encourageant la sobriété hydrique dans l'ensemble du système productif.

- Revoir de fond en comble l'utilisation de l'eau au niveau du secteur agricole, en affectant prioritairement cette ressource aux opérateurs agricoles qui concourent à la réalisation de la souveraineté alimentaire, en mettant en place une carte d'aptitudes et de vocations agricoles et en établissant un meilleur équilibre, au niveau de la politique agricole, entre les systèmes de cultures pluviales et les systèmes irrigués, en promouvant le stockage virtuel de l'eau sous forme de cultures et en conduisant des études d'impacts préalables à l'autorisation de projets agricoles fortement consommateurs d'eau.
- Dynamiser la coopération internationale dans le domaine de l'eau, notamment, avec les pays ayant une expérience reconnue en termes de sobriété hydrique, en matière de recyclage des eaux usées, de récupération des eaux pluviales, d'extraction de l'eau atmosphérique et de dessalement d'eau de mer ainsi que les pays disposant de capacités de Recherche & Développement et d'innovation dans le domaine de la gouvernance de l'eau.

## Quel système de santé au Maroc, à l'aune de la souveraineté nationale et de la généralisation de la couverture sociale ?

20 avril 2022

---

A l'aune des Hautes Orientations annoncées dans le Discours Royal adressé, le 8 octobre 2021, aux membres du Parlement, ayant appelé à "opérer une véritable mise à niveau du système de santé, conformément aux meilleurs standards et en synergie totale entre secteurs public et privé", l'IRES a organisé deux journées d'études ayant réuni dans le cadre d'une approche d'intelligence collective, des acteurs institutionnels et des experts avérés dans différentes disciplines en liaison avec la santé.

Ces rencontres ont permis de dresser un état des lieux du système de santé au Maroc et de formuler quelques propositions en vue d'une implémentation appropriée de la Vision Royale.

### **1. Etat des lieux du système de santé au Maroc : des acquis à consolider et des insuffisances à surmonter**

Depuis son indépendance, le Maroc a édifié un secteur public important, a enregistré de nombreux acquis en termes d'augmentation de l'espérance de vie à la naissance, de réduction sensible de la mortalité infantile et de la mortalité maternelle et de quasi-généralisation de la couverture vaccinale ayant contribué à l'élimination ou à la régression des maladies transmissibles. La mise en place d'une industrie pharmaceutique a permis de couvrir plus de la moitié des besoins nationaux en médicaments.

Malgré ces avancées, le système national de santé, qui a survécu à la pandémie de la Covid-19 grâce à la mobilisation et au dévouement du personnel soignant, continue de pâtir de plusieurs imperfections : l'absence d'une vision stratégique, un cadre institutionnel inachevé, une offre de soins inadaptée à une demande en santé évolutive, territorialisée et diversifiée, un creusement des inégalités en matière d'accès aux services de santé, une pénurie aigue en personnel soignant, une productivité faible dans le secteur public, l'inexistence de normes d'évaluation de la qualité des prestations fournies par les systèmes public et privé de santé et une utilisation limitée des nouvelles technologies.

Le modèle de financement de la santé, assuré majoritairement par les ménages, a atteint ses limites car il risque d'appauvrir davantage les populations et de freiner leur accès aux soins.

## 2. Vers un nouveau modèle de santé global, intégré, intersectoriel, décentralisé, résilient, centré sur le patient et intelligent

Pour combler ces défaillances, la santé devrait être considérée comme une priorité nationale de par la complexité des réformes à entreprendre en vue de réussir la couverture maladie universelle et la nécessité de garantir l'accès à la santé à tous les citoyens conformément à la Constitution. Le caractère multidimensionnel de ce mégaprojet, dont les frontières dépassent le seul secteur de la santé, rend opportun que soit soustrait ce chantier des contingences électorales et des conjonctures politiques.

A cet effet, il est primordial d'adopter un nouveau modèle de santé et de réunir trois préalables.

Le nouveau modèle de santé devrait être :

- global, avec ses dimensions sociale, économique, écologique, sécuritaire et diplomatique, en assurant l'accès de la population à la santé de manière à réaliser les Objectifs de Développement Durable de 2030, en créant de la valeur ajoutée économique, en prenant en considération les interdépendances entre la santé humaine, animale et de l'environnement (*one health*), en préservant la sécurité sanitaire du pays et en faisant du Maroc un hub africain en matière de santé ;
- intégré, où toutes les composantes sont reliées depuis la recherche & développement jusqu'à l'industrie pharmaceutique et intersectoriel dans la mesure où il faudrait établir une cohérence entre la politique de la santé et les politiques publiques de l'éducation, de la nutrition, de l'habitat, de l'industrie, ...
- décentralisé, de proximité et promouvant l'universalité dans le cadre de la régionalisation avancée ;
- résilient, en mettant l'accent sur la médecine préventive et la médecine de l'urgence, en anticipant les risques et en assurant une gestion appropriée des crises, ce qui permettrait au Maroc d'être préparé à affronter des maladies émergentes inédites ;
- centré sur le patient, grâce à une médecine personnalisée, préventive, prédictive, participative et pertinente ainsi qu'à la constante harmonisation entre la politique de la santé et celle de la couverture sociale ;
- intelligent, faisant de la « e-santé » un levier novateur de transformation et d'efficacité de ce secteur et promouvant la médecine du futur, fortement influencée par la numérisation et la robotisation.

La coopération public-public et public-privé devrait être privilégiée systématiquement à travers la mutualisation des ressources humaines, techniques et logistiques des secteurs public et privé par le biais de la contractualisation croisée.

Trois préalables devraient être réunis, qui sont des nœuds du futur :

- Revoir entièrement la gouvernance du système de santé, en mettant en place une nouvelle architecture institutionnelle, en faisant évoluer le cadre réglementaire y afférant, en fondant la réorganisation de ce système sur l'universalité et la proximité, en instaurant des mécanismes d'évaluation et de contrôle de l'action en matière de santé, en développant la connaissance en vue d'une meilleure gestion de l'offre et de la demande de soins, basée entre autres sur une approche territoriale innovante et concertée.
- Relever le grand défi du capital humain en faisant de sa valorisation un enjeu de souveraineté nationale, en comblant le déficit en médecins et en personnel médical et paramédical, en élargissant le champ de la formation et en luttant contre la fuite des cerveaux et en s'ouvrant de manière sélective aux compétences internationales.
- Définir un modèle de financement durable du système de santé, en fondant son architecture financière sur la responsabilisation des acteurs et sur leur contribution systématique aux dépenses de santé, en augmentant son efficacité et en favorisant l'émergence d'organismes de financement innovant.



Cette journée de réflexion, consacrée à l'avenir de Dakhla-Oued Eddahab, a permis d'identifier les conditions de succès pour l'émergence de la Région, grâce à un échange de points de vue et d'analyses et en présence de représentants des institutions régionales et d'experts nationaux et internationaux.

Dakhla Oued-Eddahab est la deuxième région la plus vaste du Maroc. Elle dispose d'une longue façade maritime, qui représente 20% de la côte Atlantique du Royaume ainsi que d'atouts naturels exceptionnels mais fragiles au plan écologique. En 2015, sous l'impulsion de Sa Majesté Le Roi Mohammed VI, le premier Programme de Développement Régional de Dakhla Oued-Eddahab a été lancé, permettant, par la programmation de projets d'envergure internationale et de préparer l'avenir de la Région à l'horizon 2030, voire au-delà. L'objectif est de mettre en œuvre la Vision Royale érigeant cette importante partie du Royaume en hub africain à vocation intercontinentale entre l'Afrique, l'Europe, l'Amérique et l'Asie.

### **1. Les défis de la Région de Dakhla Oued-Eddahab : modernisation régionale et transition économique, un scénario en deux temps**

L'examen de la dynamique de développement, enclenchée au niveau de la Région de Dakhla-Oued-Eddahab, démontre qu'il convient de distinguer, deux horizons temporels, à savoir, la phase actuelle s'étalant jusqu'à l'horizon 2030 et la phase post 2030, qui sera impactée par la mise en service du grand port de Dakhla-Atlantique. Elle sera accompagnée par la création de nouvelles activités associées aux métiers d'avenir dans la Région.

La première phase, s'étalant jusqu'à 2030, pour laquelle la vision et les orientations stratégiques ont été formulées, peut être analysée comme une phase préparatoire à la modernisation de la Région. Suite au lancement du nouveau modèle de développement des Provinces du Sud du Maroc, la Région a mis en chantier plusieurs grands projets d'infrastructures. Parmi ces infrastructures, il y a lieu de citer le projet du port de Dakhla-Atlantique, la voie express Tiznit-Laayoune-Dakhla, le projet de dessalement de l'eau de mer, la cité des métiers et des compétences, des programmes de restructuration urbaine et de diversification touristique ainsi que des projets de développement humain et de valorisation culturelle du patrimoine matériel et immatériel.

La seconde phase, post-2030, sera vraisemblablement marquée par la mise en service de ces grands projets et, en particulier, le port Dakhla Atlantique, levier de l'émergence économique de la Région. Lors de cette phase, il s'agira de mettre les infrastructures au service de l'émergence économique de la région et ce, en la positionnant en tant que hub au plan national, régional et international sur plusieurs métiers d'avenir, grâce à une consolidation de la connectivité maritime et logistique, à la valorisation industrielle et écologique.

Il serait, par ailleurs, pertinent de favoriser l'édification de nouvelles chaînes de valeur régionales, notamment, sur les métiers mondiaux du Maroc, le tourisme balnéaire écologique, l'économie marine, ...

## **2. Les enjeux de la transformation structurelle de l'économie régionale**

Le succès de la transformation attendue dans la Région Dakhla Oued-Eddahab sera déterminé par la maîtrise de plusieurs enjeux et, en particulier, ceux :

- du pilotage institutionnel et de la conduite du changement, qui nécessite le renforcement des institutions locales, en capacités humaines, financières et techniques, l'élaboration de stratégies d'accompagnement, la création de structures dédiées à la supervision de la réalisation des grands projets en cours ainsi que de la mise en place de mesures visant le renforcement de l'inclusivité dans la mise en œuvre des chantiers ;
- de l'intégration de la Région dans la mondialisation, en tirant profit des interactions sectorielles et territoriales entre les différents pôles de l'économie régionale, des jonctions avec les grandes routes sahariennes et les lignes maritimes de l'Atlantique Sud. Cela permettra l'insertion dans les chaînes de valeur mondiales et, en particulier, dans les filières d'avenir de la région que sont la pêche, le transport et la logistique, la construction navale, les énergies renouvelables, l'industrie agroalimentaire ainsi que l'ensemble des filières associées aux Métiers Mondiaux du Maroc ;
- de la maîtrise de l'innovation, qui conditionnera la transition vers une économie moderne et compétitive. Transformer la région en "laboratoire d'innovation" nécessitera la mise en place d'un environnement optimal et, en priorité, d'une infrastructure de qualité, d'un cadre réglementaire et fiscal incitatif et d'une stratégie d'attractivité des talents, d'un écosystème de partenaires de tous horizons ;
- du renforcement du lien sociopolitique, culturel et humain, facteur déterminant pour la réussite des projets de développement. A ce titre, la Région dispose d'atouts importants, qui font de cet enjeu un facteur favorable. En effet, elle affiche un PIB par habitant (77.385 dirhams en 2020), représentant 2,4 fois la moyenne nationale (32.055 dirhams<sup>2</sup>). La Région se démarque, également, par rapport au niveau national en termes d'employabilité : taux de chômage de 6,5% en 2019 contre 9,2% à l'échelle nationale.

---

<sup>2</sup> Comptes régionaux de l'HCP, 2020.

## 1. Quelle vision prospective pour la région de Dakhla Oued-Eddahab ?

Tenant compte des ambitions et des dynamiques territoriales et socio-économiques à l'œuvre dans la Région d'une part et, d'autre part, des enjeux décrits précédemment, deux scénarios d'évolution à l'horizon 2030 et au-delà ont été examinés lors de la journée d'étude :

- Le scénario tendanciel, moyennement réformiste, fondé sur une logique sectorielle classique de gestion des projets avec le risque de limiter les effets d'entraînement sur l'économie régionale.
- Le scénario de l'accélération et de l'émergence, qui parie sur des stratégies d'innovation pour réaliser l'ambition de hub régional "Afrique-Europe-Amérique-Asie".

C'est ce dernier scénario que les participants à la journée prospective ont retenu, dans la mesure où il est le seul susceptible de concrétiser la Vision Royale, consistant à positionner la Région en hub économique africain et en "foyer de rayonnement continental et international".

Pour ce faire, il faudrait tenir compte des principes directeurs suivants :

- Renforcer le cadre institutionnel de mise en œuvre des projets, en créant des Agences spéciales de développement, en favorisant une participation encore plus importante des élus locaux à la conception et à la création de ce type de structures et en suscitant la mise en place d'une structure territoriale dédiée à la réalisation et la gestion du port de Dakhla-Atlantique, agissant comme locomotive du développement régional.
- Promouvoir une approche globale et intégrée du développement territorial, en faisant de la planification régionale des projets un outil de convergence des offres sectorielles et d'intégration territoriale et en érigeant la Région en force d'attraction des investissements nationaux et internationaux.
- Développer les chaînes de valeur régionales comme levier de l'émergence économique post-Covid-19, en recentrant le développement régional sur les productions destinées aux aires africaines de proximité pour gagner en compétitivité et en résilience, en sélectionnant, parmi les métiers mondiaux du Maroc, les filières les plus adaptées au continent africain et en transformant les acquis diplomatiques en opportunités économiques, dans le cadre de la coopération Sud-Sud.

Sur un autre registre, la réalisation du grand port de Dakhla-Atlantique, le développement de lignes de cabotage maritime entre le Maroc et les pays de la façade atlantique de l'Afrique subsaharienne, la construction d'une route principale de Dakhla à Guerguerat ainsi que la création d'une zone économique spéciale, devraient faire de la région de Dakhla-Oued Eddahab une plaque tournante des chaînes de valeur régionales et mondiales.

- Eriger la Région de Dakhla Oued-Eddahab en un laboratoire d'innovation, en identifiant les segments de production du futur, comme l'hydrogène, l'aquaculture d'algues, l'hydroponie, la biotechnologie marine, ...en développant les capacités d'innovation technologique dans les zones industrielles et les plateformes logistiques en chantier et en articulant les écosystèmes d'innovation autour des projets programmés : smart city de Dakhla, tourisme numérique, offshoring, économie marine, agritech...

**Comment adopter l'approche "One Health" au Maroc ?**

6 juillet 2022

---

Cette rencontre organisée par l'IRES, avec le concours de l'Association "One Health Maroc", a réuni les représentants des organisations internationales, notamment, l'Organisation mondiale de la santé (OMS), l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), l'Organisation mondiale de la santé animale (OIE) et le Centre de surveillance et de contrôle des maladies de l'Union africaine (CDC-Africa), ceux des départements ministériels concernés ainsi qu'un panel de haut niveau comprenant des experts marocains et étrangers dans le domaine de la santé planétaire.

Elle a permis de mieux appréhender le concept "One Health", d'en mettre en exergue les enjeux actuels et futurs et de réfléchir aux perspectives de la mise en œuvre de cette approche au Maroc.

### **1. Définition et approches à l'échelle internationale**

Selon le groupe consultatif conjoint constitué par la FAO, (OIE), le Programme des Nations unies pour l'environnement (PNUE) et l'OMS, le principe "One health" est une approche intégrée qui vise à équilibrer et à optimiser durablement la santé des personnes, des animaux et des écosystèmes, reconnaissant l'étroite interdépendance entre ces éléments.

La crise sanitaire a accéléré l'adoption de l'approche "One health" par de nombreux pays à travers le monde, étant donné que les maladies infectieuses qui ont atteint des proportions épidémiques au cours des quatre dernières décennies ont été majoritairement d'origine zoonotique. En effet, sur les 1 407 agents pathogènes affectant l'humain, 58% sont des zoonoses, des maladies infectieuses qui se transmettent entre l'animal -sauvage ou domestique- et l'être humain.

Ce sont souvent les pratiques humaines qui créent les conditions d'émergence et d'expansion de ces zoonoses. Les perturbations de l'environnement et de l'interface humain-nature, accrues par l'explosion démographique et les déplacements de populations, multiplient les contacts entre la faune sauvage, la faune domestique et les êtres humains, facilitant ainsi la circulation de nombreux pathogènes.

Par ailleurs, le changement climatique et les augmentations, même légères, de la température atmosphérique moyenne engendrent des variations génétiques aléatoires, tandis que la surexploitation des ressources naturelles et ses conséquences néfastes sur la biodiversité représentent un accélérateur de la promiscuité entre la faune sauvage et l'homme.

Face à cela, "One Health" représente un changement de paradigme à opérer, car ce concept permet des approches unifiées de politique publique intégrant santé animale, humaine et environnementale. Pour ce faire, il repose sur des démarches

d'"intersectorialité" et de "transdisciplinarité" pour faire face aux menaces sanitaires communes telles que les maladies zoonotiques, la résistance aux antimicrobiens (RAM), la sécurité alimentaire, la santé animale, les maladies à transmission vectorielle et les événements météorologiques extrêmes, qui peuvent tous perturber les populations.

## **2. Contexte national : situation et enjeux**

Au Maroc, l'adoption du concept "One health" est encore limitée à un cercle restreint d'experts. Son application est, aussi, à un stade de réflexion embryonnaire, promue par les organisations internationales représentées au Maroc, mais toujours absente des programmes nationaux comme ceux de la lutte contre les maladies zoonotiques et de la prévention contre les facteurs de risque des maladies non transmissibles.

Les maladies zoonotiques les plus courantes au Maroc (rage, fièvre du West Nil, leishmaniose, kyste hydatique, ...) sont traitées par des commissions permanentes établies par circulaire. Pendant la pandémie de la Covid-19, d'autres institutions de gestion de crise ont été réactivées à l'instar du Poste Central de Commandement, réunissant des représentants des départements ministériels de la Santé, de l'Agriculture, de l'Intérieur, du service de santé des Forces Armées Royales, de la Protection civile, du Haut-Commissariat aux Eaux et Forêts et de la Gendarmerie Royale.

Néanmoins, les stratégies sectorielles mises en œuvre ne font aucune référence à l'approche "One Health", à l'exception de la stratégie nationale de lutte contre la résistance aux antimicrobiens, récemment adoptée par les départements ministériels concernés et soutenue par la FAO, l'OMS, l'OIE et le PNUE.

Dans le domaine de la formation et de la recherche, les institutions nationales, qui représentent des pôles d'expertise importants sur les maladies infectieuses à potentiel épidémique, n'utilisent pas l'approche "One Health", qui n'est, par ailleurs, pas l'objet de recherches au sein des universités.

Or, la transversalité et la transdisciplinarité caractéristiques de cette approche innovante pourraient contribuer à remédier aux insuffisances et aux limites des approches et des méthodes traditionnelles pour endiguer les zoonoses endémiques. Ces insuffisances découlent, notamment, de la faiblesse des mécanismes de coordination les départements concernés, du manque d'efficacité du partage de l'information entre les différents opérateurs, d'une surveillance des maladies zoonotiques qui n'est pas effectuée en temps réel, de l'absence d'activités conjointes de formation et de renforcement des capacités ainsi que de l'absence d'inclusion des communautés locales dans le déploiement des programmes.

L'ensemble de ces causes soulignent aussi bien la nature multiple des moyens (ressources financières, institutions, infrastructures, ...) à déployer, que la diversité des acteurs à mobiliser.

### 3. Approche "One Health" au Maroc : portée stratégique et enjeux

Les liens entre santé animale, humaine et environnementale dans le contexte national génèrent des problématiques diverses et des enjeux d'importance à différents niveaux socio-économiques et sanitaires, dont des incidences sur la production agricole et l'industrie alimentaire, l'apparition de maladies émergentes, la résurgence de maladies négligées et le développement de la résistance aux antimicrobiens.

A ce titre, la démarche "One Health", si elle devait être adoptée au Maroc, serait un outil de politique publique contribuant à renforcer la résilience du Maroc à travers l'anticipation, la prévention et à répondre de manière adaptée à ces risques et menaces. Pour y parvenir, son adoption devrait être inclusive et s'inscrire dans un cadre de responsabilité collective.

Sa mise en œuvre permettrait d'asseoir les mécanismes pour une planification conjointe entre les secteurs concernés et une approche programmatique plus intégrée, de renforcer l'interopérabilité entre les systèmes, de développer l'inclusivité, d'actualiser et de compléter les cadres législatifs et réglementaires.

A ce propos, le Maroc est un des rares pays en Afrique du Nord à disposer d'un plan stratégique de résistance aux antimicrobiens, mais l'absence d'un cadre légal incitatif limite son rayon d'action et son efficacité.

Par ailleurs, le concept "One Health" est un puissant levier de développement des collaborations scientifiques entre chercheurs de différentes disciplines. Il suggère un décloisonnement disciplinaire et la mise en place de passerelles entre les différentes formations (médecine vétérinaire, médecine humaine, santé publique, sciences agronomiques, sciences biologiques, sciences humaines et sociales, ...).

Afin de favoriser l'adoption de l'approche "One Health", le Maroc devrait intégrer le concept "One Health" en tant qu'axe stratégique de la refonte du système de santé, en en faisant un levier de gouvernance innovant, le promouvoir et en favoriser l'appropriation collective par les professionnels et la société civile et, enfin, encourager une diplomatie du "One Health" et en faire un facteur d'attractivité du Maroc à l'international.

### L'avenir du numérique : entre promesses et incertitudes

19 décembre 2022

Cette conférence internationale, organisée par l'IRES en partenariat avec Huawei Technologies, s'inscrit dans le cadre du dialogue stratégique entamé, en 2018, entre l'Institut et les centres de réflexion chinois. Elle a permis d'approfondir la réflexion sur l'avenir du secteur du numérique.

Ont pris une part active à cette conférence, des acteurs institutionnels nationaux, des représentants du secteur privé ainsi que d'éminents experts nationaux et internationaux dans le domaine du numérique, des télécommunications, de l'innovation et de la transformation digitale.

## **1. Le secteur du numérique : accélérateur de la croissance économique**

Depuis le milieu du 20<sup>ème</sup> siècle, le secteur du numérique n'a cessé de se développer jusqu'à devenir une composante prépondérante dans tous les aspects de la vie politique, économique, ou encore sociale.

L'économie numérique croît à un rythme sans précédent, profitant des technologies disruptives et du développement exponentiel des innovation digitales. Dans tous les pays, quel que soit le niveau de développement, l'économie numérique croît 2 à 3 fois plus rapidement que le PIB, donnant une impulsion à la croissance économique plus importante que celle générée par les industries traditionnelles.

Hormis sa croissance intrinsèque, l'économie numérique participe pleinement à la croissance économique globale. Ainsi, selon les projections, à l'horizon 2030, la technologie 5G, l'intelligence artificielle et l'Internet des Objets contribueraient, respectivement, à hauteur de 2 à 5%, de 15% et de 12 à 15% au PIB mondial et ce, à travers l'apport de ces nouvelles technologies dans les industries manufacturières, le commerce de détail et les métiers de services.

Devant cette montée en puissance de l'économie numérique, plusieurs pays ont adopté des stratégies structurantes accompagnées d'investissements massifs, pour élargir le développement des infrastructures des Technologies d'Information et de Communication (TIC), pierre angulaire de l'économie numérique.

## **2. Les enjeux inhérents à l'évolution rapide du numérique**

Le développement du secteur du numérique fait face à une multitude d'enjeux à caractère stratégique, qui affectent différentes sphères de la vie, de la géopolitique à la sécurité, en passant par la société et l'écologie.

Du point de vue géopolitique, le numérique commence à s'imposer comme un paramètre crucial dans l'échiquier géopolitique mondial. Dans cette nouvelle cartographie numérique, façonnée entre autres par les crises récentes qu'a connu le monde, les Etats-Unis et la Chine se présentent comme les deux pôles les mieux armés



et les plus avancé, tandis que l'Europe, l'Afrique et le reste du monde sont davantage des territoires à conquérir pour les géants du numérique plus que de réels acteurs.

Le cyberspace est devenu, de ce fait, un nouveau vecteur d'influence et un déterminant de puissance des Etats. Dans le contexte actuel de tensions internationales, la corrélation entre enjeux "cyber" et "géopolitiques" est de plus en plus manifeste.

Par ailleurs, dans le domaine des réseaux sociaux, le débat sur le pouvoir d'influence des géants de la technologie auprès des opinions publiques à l'échelle mondiale témoigne de l'importance de cet enjeu, qui implique désormais la souveraineté numérique<sup>3</sup> des Etats. Par ailleurs, la question de la dépendance envers les fournisseurs et les hébergeurs de cloud public ou d'autres services numériques, essentiellement américains et chinois, est également une problématique complexe, qui génère des vulnérabilités systémiques.

Du point de vue réglementaire, la taxation des géants du numérique, qu'ils soient américains est au cœur des préoccupations des Etats. En effet, les géants du net engendrent deux grands problèmes, à savoir, la non fiscalisation de leurs services et la non rémunération des services des opérateurs télécoms.

Face au problème fiscal, il est possible d'envisager une taxation par des actions unilatérales par les Etats, à l'instar de certains pays européens ou, à l'inverse, un régime de taxation multilatérale, principe proposé par l'OCDE et qui consiste à taxer les géants du numérique là où ils produisent de la valeur et non pas uniquement là où ils sont présents physiquement.

A ces enjeux se pose celui, sécuritaire, des risques générés par les nouveaux usages du numérique et, en particulier, le caractère transfrontalier de ces usages, la complexité du traitement des données, susceptible d'entraîner des fuites et la vulnérabilité des systèmes faces aux attaques.

La protection de l'environnement est également un enjeu inhérent au développement du numérique. De fait, le numérique se positionne comme un vecteur primordial pour l'atteinte des objectifs d'efficacité énergétique. Toutefois, la croissance exponentielle du numérique le place en tête des secteurs qui produisent le plus de Gaz à effet de serre, croissance qui va s'accroître dans les prochaines années avec l'extension de la connectivité internet dans le monde.

Du point de vue social et humain, le numérique a drastiquement changé les habitudes et les modes de vie. Ce faisant, l'expansion continue d'écosystèmes numériques augmente les risques de fragmentation sociale et culturelle entre les individus et menace la cohésion sociale par le risque de manipulation de l'opinion publique. Le numérique affecte, de surcroît, la santé humaine, augmentant le taux de

---

<sup>3</sup>La souveraineté numérique désigne, selon l'OCDE, "les prérogatives et la compétence des autorités nationales en vertu desquelles celles-ci prennent des décisions discrétionnaires ayant une incidence sur les citoyens et les entreprises dans le domaine numérique – et englobe les données, logiciels, standards, protocoles, infrastructures et services publics."

maladies physiques dues à la sédentarité et altérant la santé psychologique des usagers, plus sujets à l'anxiété, à la dépression, à une diminution des facultés de concentration...

### **3. La situation du secteur du numérique en Afrique**

Face au numérique, l'Afrique demeure vulnérable à bien des égards. D'une part, la résilience insuffisante des infrastructures existantes, avec, notamment, des investissements très insuffisants dans la cybersécurité, se dresse comme un frein à toute implémentation de solutions numériques innovantes et à la pointe de la technologie.

D'autre part, le continent n'est pas épargné par l'influence des géants du numérique. La réflexion est donc engagée pour rechercher des solutions adaptées au contexte continental, dans l'optique d'édifier une souveraineté numérique africaine, sur la base d'une coopération continentale s'articulant autour de plusieurs hubs régionaux, qui concentrerait le cœur des services du numérique.

### **4. Le numérique au Maroc**

La question du développement du secteur du numérique au Maroc relève d'une volonté stratégique, visant à positionner le Royaume comme un hub régional en matière de services numériques, via la mise en place de programmes qui ont fait du Royaume un pionnier africain en matière de connectivité, de télécommunications, d'accès à internet et d'utilisation du digital au sens large.

En outre, le Maroc s'est doté d'institutions d'accompagnement, à l'instar de l'Agence de Développement du Digital, créée en 2017 et qui a élaboré, en 2020 une Note d'Orientations Générales pour le développement du digital au Maroc à l'horizon 2025, visant à assurer la transformation digitale de l'administration, à accélérer le développement de l'économie digitale et à garantir l'inclusion sociale et améliorer la qualité de vie des citoyens, grâce au digital. Par ailleurs, conscient de la montée en puissance des cybermenaces, le Royaume s'est doté, en 2012, d'une stratégie nationale de cybersécurité et s'est engagé dans le renforcement de la sécurité de ses systèmes d'information.

Grâce à ces stratégies, le positionnement international du Maroc a évolué favorablement en ce qui concerne les indices inhérents au niveau de préparation à la transformation digitale. Néanmoins, malgré ces acquis, le développement du secteur du numérique s'est heurté à un ensemble de difficultés, liées, spécifiquement, à l'insuffisance en termes de capital humain et à la faiblesse relative au niveau de l'infrastructure numérique.

Au titre de l'indice "Huawei Global Connectivity Index", qui évalue le degré de mise en œuvre de la transformation digitale et de développement de l'économie digitale dans le monde, le Maroc se situait en 2020 dans la catégorie des "Starters", avec un score de 38 points sur 100 ( $\leq 40$  points). Les pays appartenant à cette catégorie accordent une attention particulière au développement de l'infrastructure digitale afin d'accompagner la croissance économique.

Le Royaume aspire à atteindre la catégorie des "Adopters" (score de l'indice se situant entre 41 et 65 points), qui se caractérise par une accélération de la transformation digitale pour améliorer la compétitivité globale et rejoindre à terme les "Forerunners" (score  $\geq$  65 points), à savoir les nations qui œuvrent pour devenir efficaces, vertes et intelligentes, grâce aux technologies numériques.

Ce séminaire, dédié à l'industrie du futur "X.0", a permis, grâce aux échanges avec des représentants du secteur public, des fédérations professionnelles et d'experts nationaux et internationaux, de porter un regard croisé sur l'industrie X.0, d'apprécier la capacité du tissu productif national à adopter ce concept ainsi de faire éclore quelques idées innovantes à même de favoriser l'ancrage du Maroc à l'industrie X.0.

### 1. L'internet industriel des objets : principal *game changer* en faveur d'une transition industrielle digitale réussie

L'Internet industriel des objets (IIoT) représente un sous-segment de l'internet des objets<sup>4</sup>, moins visible que celui des objets domestiques courants. Il met en relation, par le biais de technologies connectées et de diverses plateformes numériques, les produits, les machines, les services et les sites, mais aussi les clients, les travailleurs, les gestionnaires, les fournisseurs et les partenaires.

Concrètement, l'Internet industriel des objets (IIoT) connecte un ensemble d'appareils intelligents via des réseaux, qui surveillent, collectent, échangent et analysent des données. Il constitue la principale passerelle entre le monde industriel physique et celui numérique.

L'évolution vers l'Internet industriel des objets (IIoT) suppose la prise en considération de l'usage à grande échelle des nouvelles technologies disruptives, l'omniprésence de la technologie connectée via des capteurs, le recours aux données et aux logiciels embarqués pour l'optimisation de la production, l'hyperpersonnalisation de la production et l'émergence de nouveaux concepts commerciaux "*everything-as-a-service*". A cela s'ajoute la nécessaire prise en compte des impératifs de sécurité et de confidentialité des données garantissant la résilience et l'équité.

### 2. Degré de maturité du secteur industriel national pour l'industrie du futur

Il ressort de l'évaluation du secteur industriel marocain que ce dernier se caractérise par un développement industriel à double vitesse, une forte dépendance envers les fournisseurs et la main d'œuvre étrangers, une connaissance superficielle des concepts inhérents à l'industrie du futur par la plupart des PME nationales, un faible financement de la recherche & développement dans la majorité des entreprises nationales (à l'exception des grandes firmes), un manque de profils-experts dans le domaine de l'industrie du futur et un choix, souvent peu rationnel en matière d'acquisition des nouvelles technologies.

---

<sup>4</sup> IIoT désigne les appareils mis en réseau par numérisation. Aujourd'hui, pratiquement, tous les appareils peuvent être surveillés et contrôlés à partir d'ordinateurs domestiques et de smartphones.

Les entreprises nationales ont, de ce fait, encore un long chemin à parcourir pour se transformer et atteindre la maturité nécessaire à l'adoption de l'industrie X.0. Elles sont censées réussir une double transformation : d'une part, digitaliser l'ensemble de la chaîne de valeur pour la rendre plus efficace et flexible et, d'autre part, investir dans de nouveaux produits et services davantage personnalisés, à partir de la valeur créée par le processus de digitalisation.

### 3. Quelques expériences étrangères réussies en matière de transition vers l'industrie du futur

#### Le Japon

L'exemple japonais est plutôt atypique, puisque le pays a pour objectif de devenir la première nation au monde à **mettre en place une société centrée sur l'Homme, appelée "société 5.0"**, dans laquelle chacun peut bénéficier d'une qualité de vie élevée.

La doctrine du gouvernement japonais concilie entre progrès économique et résolution des problèmes sociaux, par le biais d'un système intégrant fortement le cyberspace (l'espace virtuel) et l'espace physique.

La conception japonaise revêt donc un fort caractère sociétal, où la technologie permettrait de relever les défis sociaux, libérerait les individus des tâches fastidieuses et accroîtrait le potentiel humain de ce fait, dans ce pays, le concept d'industrie X.0 est intimement lié au projet de "société 5.0".

#### L'Allemagne

S'agissant de l'écosystème de l'industrie 4.0 allemand, le gouvernement formule des stratégies globales définissant le périmètre et les buts stratégiques du pays en termes d'avancées technologiques pour l'industrie, que deux ministères fédéraux, celui de l'éducation et de la recherche et celui de l'économie et de l'énergie, déploient, par le biais de coopérations avec les différentes parties prenantes.

La mise en œuvre des projets inhérents à l'industrie du futur en Allemagne repose, également, sur la création de "clusters" d'entreprises. A titre d'exemple, le cluster "it's OWL", un réseau technologique académique et industriel réunissant 174 entreprises dont des leaders mondiaux et des instituts de recherche.

#### La Corée du Sud

Le gouvernement coréen perçoit la révolution industrielle X.0 comme un chantier global, qui doit être promu par l'ensemble des acteurs nationaux. Dans ce sens, il a créé, en 2017, le "Comité présidentiel sur la 4<sup>ème</sup> révolution industrielle (PCFIR)", qui couvre presque toutes les composantes de l'administration nationale et du tissu productif. Ce Comité encourage la recherche & développement et l'innovation, favorise l'investissement massif dans les technologies de pointe et poursuit trois objectifs principaux, à savoir, le renforcement de la compétitivité nationale, la préparation de l'avenir et la réalisation d'un développement industriel, équilibré et inclusif.

#### 4. Quelques conditions de succès à même de favoriser l'ancrage du Maroc à l'industrie X.0

L'ancrage du Maroc à l'industrie X.0 nécessite que soit remplie une série de conditions, à savoir :

- sur le plan stratégique et réglementaire, la conception d'une vision, soutenue par un portage politique de haut niveau, pour favoriser l'investissement massif dans cette industrie, la planification stratégique des programmes nationaux d'innovation, l'appui gouvernemental au développement de réseaux et de clusters d'intelligence industrielle, la promotion des partenariats public-privé ; l'instauration de mécanismes de financement adéquat, l'incitation des entreprises, en particulier les PME, à l'innovation industrielle, la promotion de la recherche scientifique et technique dans le monde industriel et la régulation et la gestion active des brevets ;
- en matière de fusion des mondes physique et numérique, l'investissement massif dans l'Internet industriel des objets et la promotion de l'adoption des nouvelles technologies disruptives en tant que leviers d'hybridation du monde physique et du monde numérique à l'échelle industrielle ;
- au titre de la communication et du traitement des données, le développement des infrastructures de communication et la mise en œuvre de solutions technologiques permettant le recueil et le stockage de données, en se basant sur des capteurs pour la surveillance des processus et la maintenance prédictive ;
- s'agissant des compétences, la promotion de la formation continue au profit des employés du secteur industriel et l'édification d'une main-d'œuvre hautement qualifiée, répondant aux exigences de la transition vers l'industrie X.0.





## **Les relations extérieures et la diplomatie**



Avec la participation de diplomates, de militaires, d'experts des relations internationales et de représentants des institutions nationales concernées, cette séance de brainstorming a été l'occasion d'identifier les impacts sur l'ordre international et d'analyser les incidences potentielles sur le Maroc du conflit armé actuellement en cours en Ukraine.

### 1. Les impacts de la guerre en Ukraine sur l'ordre international

L'invasion de l'Ukraine par la Russie, en février 2022, a donné le départ d'une guerre opposant, pour la première fois, deux Etats sur le sol européen, ce qui marque un tournant dans les relations internationales, susceptible de faire émerger, après trois décennies de leadership occidental unipolaire, un nouvel ordre international, fondé sur les rapports de puissance, au détriment de la légalité et des institutions internationales.

Du point de vue politique, l'éclatement de ce conflit a cristallisé les tensions entre les grandes puissances et donné lieu à une nouvelle course au renforcement des capacités de défense, à laquelle se livrent aujourd'hui de nombreux pays, à l'instar de l'Allemagne, du Canada, du Japon ou de l'Australie.

Du point de vue économique, la Russie et l'Ukraine étant d'importants producteurs d'hydrocarbures, de céréales, d'intrants agricoles et de divers minerais, le conflit a conduit à un choc énergétique de grande ampleur et à un renchérissement des cours de nombreuses matières premières. Il en est résulté une montée de l'inflation, une baisse attendue de la croissance économique en 2022 mais aussi des risques réels sur la sécurité alimentaire mondiale.

De ce fait, la guerre en Ukraine risque de mettre en péril les plans de relance entamés pour pallier les effets de la crise de la Covid-19. Elle prolonge durablement la période de turbulences que traverse l'économie mondiale. Tous les pays sont impactés, directement ou indirectement par les répercussions de cette guerre, en fonction de leur dépendance des importations d'hydrocarbures ou de céréales.

Il en est ainsi de l'Union européenne, rendue vulnérable par l'importance de ses importations en hydrocarbures russes et qui doit rechercher des alternatives pour son approvisionnement en énergie, en fertilisants et en matières premières. Cela a suscité, parmi les pays européens, un élan de solidarité, l'Union ayant décidé de faire face, collectivement aux retombées économiques du conflit.

## 2. Incidences de la guerre sur le Maroc

Bien que géographiquement distant de la zone de guerre, traditionnellement non aligné et disposant de relations commerciales, somme toute, limitées avec les belligérants, le Maroc est, néanmoins, affecté par cette crise à plusieurs niveaux.

Politiquement, face à la polarisation des relations internationales, le Royaume a fait le choix de se maintenir dans sa ligne traditionnelle de neutralité.

Sur le plan économique, les conséquences seraient importantes, s'agissant des importations d'énergie et de blé et en conséquence de la baisse de la demande européenne adressée au Maroc, suite au ralentissement économique que connaît cette communauté.

Se pose, également, pour le Maroc, la question des incidences de cette crise sur ses espaces d'appartenance, l'Afrique et le monde arabe.

En effet, le conflit actuel impacte fortement l'Afrique, continent dépendant des importations alimentaires. Par ailleurs, la cristallisation des tensions entre les grandes puissances pourrait avoir, pour corollaire, l'intensification de la compétition de longue date pour l'accès aux ressources naturelles africaines.

Du point de vue sécuritaire, l'Afrique est, depuis près d'une décennie, l'un des théâtres de la confrontation indirecte entre la Russie et les pays occidentaux. Un enlisement du conflit en Ukraine pourrait conduire à une guerre hybride en Afrique, continent où se côtoient des contingents militaires des pays protagonistes.

L'embargo sur les armements imposé à la Russie aurait, également, des conséquences sur la sécurité et la stabilité en Afrique. La Russie étant le premier fournisseur d'armes du continent selon le SIPRI, la rupture de l'approvisionnement par les voies légales pourrait entraîner une résurgence des réseaux de trafic d'armes, ce qui en rendrait impossible la traçabilité et aggraverait l'insécurité globale au niveau de l'Afrique.

Comme dans de nombreux pays du Grand Sud, le conflit en Ukraine pourrait en Afrique revêtir, également, un caractère culturel. Les attitudes pro-russes exprimées par les populations de nombreux pays révèlent un recul de l'hégémonie culturelle occidentale au profit d'une lecture alternative de l'histoire, favorisée par la succession des crises économiques et le climat politique xénophobe dans de nombreux pays occidentaux.

La guerre en Ukraine a mis en évidence l'hétérogénéité et les vulnérabilités des pays arabes. Si la flambée des cours du pétrole représente, pour les pays producteurs, une manne financière importante, les pays arabes fortement dépendants des importations de blé et d'hydrocarbures seront particulièrement lésés par les retombées de ce conflit, qui met en relief l'importance de la souveraineté alimentaire.

En somme, le conflit armé en Ukraine illustre la fragilité des Etats en raison de leur interdépendance économique et de la structuration actuelle de la mondialisation. Aussi, ses répercussions sont-elles une occasion pour repenser la mondialité, en donnant la priorité à la solidarité et à une vision régionaliste, seules approches susceptibles d'accroître la résilience et de prémunir les Etats contre d'éventuels chocs à venir.

Entrant dans le cadre du cycle-débat des Ambassadeurs accrédités au Maroc, cette conférence, animée par l'Ambassadeur de la République Fédérale d'Allemagne au Maroc, a été l'occasion de présenter les conclusions de l'étude de l'Institut consacrée aux relations entre le Maroc et ce pays et à l'évocation des perspectives de renforcement de la coopération, tant au niveau bilatéral et multilatéral, prenant en considération l'importance de l'Allemagne au sein de l'Union européenne, qu'au niveau des espaces d'intérêt commun et, en particulier, l'Afrique.

Cette rencontre, concomitante avec la reprise des relations diplomatiques entre les deux pays, suite à une interruption qui duré près d'une année, a vu la participation, outre de l'Ambassadeur d'Allemagne, d'une importante délégation de représentants des agences de coopération et des Fondations allemandes présentes au Maroc.

## **1. La coopération maroco-allemande dans un monde en mutation**

L'année 2022 a été marquée par d'importantes avancées dans les relations maroco-allemandes et, en particulier, par le soutien apporté par l'Allemagne à l'initiative d'autonomie de la région du Sahara. Ce soutien intervient après une période de crise qui a été l'occasion de clarifier les positions de chacun et de repenser le partenariat sur de nouvelles bases, dans l'objectif de le hisser à un rang stratégique.

Cela est d'autant plus impérieux dans un contexte de bouleversements géopolitiques globaux, mettant en péril les intérêts vitaux de l'ensemble des nations, faisant émerger la conscience de la nécessité d'adopter une logique de coopération approfondie, fondée sur le dialogue ouvert, prenant en considération les intérêts stratégiques de chacun des partenaires, tirant bénéfice des complémentarités existantes et saisissant les opportunités ouvertes dans le cadre des plans de relance post-crise.

Le dialogue entre les deux pays devrait s'étendre, également aux relations multilatérales. Le Maroc se positionne comme le partenaire le plus proche de l'Union européenne, communauté où l'Allemagne joue un rôle central. Le renforcement de la coopération entre le Royaume et l'Allemagne devrait ainsi être un levier de renforcement des relations entre le Maroc et l'Union européenne. La coopération devrait, également, être consolidée au niveau de la Méditerranée, notamment, sur les questions liées à lutte contre le terrorisme et à la gestion des flux migratoires.

## 2. Perspectives de renforcement de la coopération

Au niveau économique, les échanges extérieurs du Maroc avec l'Allemagne devraient être intensifiés afin d'en refléter le statut de quatrième puissance économique mondiale. Outre une implantation des entreprises allemandes dans le Royaume, il serait pertinent de s'inspirer du modèle économique et industriel de ce pays, qui se démarque par sa résilience, par la centralité accordée à la Recherche & Développement ainsi que par l'engagement social des acteurs économiques.

S'agissant de la question énergétique et eu égard à ses potentialités en termes de production d'hydrogène vert, le Maroc est en mesure de constituer une source d'approvisionnement fiable de l'Allemagne en énergies renouvelables. La coopération maroco-allemande a déjà porté ses fruits dans l'éolien, ce qui permet au Maroc de proposer, aujourd'hui, une énergie éolienne à un coût très compétitif. Il s'agirait désormais de tirer les leçons de ce succès et d'orienter la coopération vers de nouveaux domaines.

Il serait, également, important d'étendre les relations entre les deux pays, en poursuivant le travail dynamique avec les agences de coopération et les fondations allemandes. Dans le même esprit, une université allemande est en passe d'être créée au Maroc, dans la volonté de renforcer la connaissance et la compréhension entre les deux pays.

Au niveau régional, le contexte de renouvellement du partenariat euro-africain constitue une opportunité à saisir, en articulant la position privilégiée de l'Allemagne au sein de l'Union européenne et l'engagement actif du Maroc en Afrique. De même, le Royaume pourrait s'impliquer davantage dans le *G20 Compact with Africa*, afin de contribuer au succès de cette initiative promue par l'Allemagne.

L'Afrique représentant un intérêt stratégique pour les deux pays, il serait envisageable d'y investir conjointement dans les domaines des énergies renouvelables, de la sécurité alimentaire et de la santé, associant ainsi le savoir-faire allemand à l'ancrage africain du Royaume, dans le cadre de relations triangulaires qui bénéficieraient à toutes les parties concernées. L'Allemagne pourrait, en outre, prendre part au projet de gazoduc Nigeria-Maroc, porteur de solutions pour l'Afrique de l'Ouest et pour l'Union européenne.

En sa qualité de membre de la Coalition des Centres de recherche et de culture arabes, l'IRES a organisé la dixième édition des conférences inscrites dans le cadre de cette Coalition, sous le thème "Le monde arabe face aux nouveaux enjeux mondiaux".

Cette rencontre, à laquelle ont pris part d'éminentes personnalités relevant des cercles de décision stratégique des pays du Conseil de Coopération du Golfe, de la Jordanie, de l'Égypte et du Yémen, été l'occasion d'un échange de points de vue sur le positionnement du monde arabe dans un contexte marqué par les crises et les bouleversements.

### **1. Repenser le positionnement du monde arabe dans la nouvelle géopolitique**

Dans un climat géopolitique marqué par la succession des crises aux conséquences systémiques, ayant mis au jour la vulnérabilité de l'ensemble des États, soumis aux contraintes de l'interdépendance économique et de la structuration actuelle de la mondialisation, les pays arabes se trouvent dans l'obligation de repenser leurs relations avec le reste du monde. De ce fait, pour se prémunir contre la polarisation croissante des relations internationales qui, à terme, est susceptible d'affaiblir leur positionnement géostratégique, ces pays devraient réorienter leurs relations avec les grandes puissances dans un sens qui favorise leur souveraineté et leur indépendance.

Le contexte actuel appelle une action commune des pays arabes, coalisés autour d'acteurs pivots, en mesure de proposer des stratégies conjointes sur les plans politique, diplomatique et sécuritaire, qui renforcent le positionnement du monde arabe face aux superpuissances actuelles et futures et le protègent des ingérences étrangères.

Dans cet esprit, il serait expédient d'instituer des mécanismes arabes de concertation et de résolution des conflits, indépendants et impartiaux. Ces mécanismes viseraient, notamment, à fédérer et à renforcer le front intérieur et la coopération régionale, à développer des stratégies adaptées aux nouveaux défis inhérents à l'ère numérique, à la prolifération des menaces cybernétiques et aux impératifs du développement économique et social.

### **2. Unir les efforts pour faire face aux évolutions géo-économiques**

Du point de vue géoéconomique, les pays arabes devraient accélérer leur intégration économique et ce, afin de favoriser l'émergence de chaînes de valeur régionales. La mise en œuvre de programmes économiques conjoints, dans le cadre d'un plan Marshall pour le monde arabe, permettrait, dans cette optique de hisser les pays arabes dans les chaînes de valeur mondiales.

En outre, la coopération interarabe devrait être orientée vers la concrétisation de la souveraineté dans des domaines stratégiques vitaux tels que la sécurité alimentaire et hydrique, la sécurité sanitaire, la recherche scientifique, le développement technologique et industriel ainsi que celui des énergies renouvelables.

Par ailleurs, une attention particulière devrait être accordée à l'identification des effets du changement climatique sur le monde arabe, afin de développer des stratégies efficaces d'adaptation à ce phénomène, en tenant compte des caractéristiques naturelles, économiques et démographiques de la région ainsi que les exigences du développement économique, notamment, dans le domaine industriel et agricole.

### **3. Replacer le citoyen au cœur de la gouvernance**

Faire du citoyen un moteur du développement des pays arabes nécessite de réorganiser les priorités en plaçant l'élément humain au centre des politiques publiques et en accordant aux soins de santé et aux services préventifs et curatifs l'importance qu'ils méritent.

Il serait, également, pertinent de réformer l'éducation, en privilégiant la concertation qui permettrait de formuler une stratégie arabe éducative et culturelle commune, basée sur des objectifs clairs, dont les principaux seraient la promotion des valeurs de la citoyenneté, du sentiment d'appartenance à la nation, des vertus de l'islam tolérant, de la solidarité et de l'inclusion.

Enfin, il convient de consacrer les fondements de la bonne gouvernance dans les textes légaux et réglementaires, d'en responsabiliser les acteurs et d'instaurer des mécanismes de suivi-évaluation agiles, en mesure de dévier la trajectoire lorsque cela est nécessaire.



## **Positionnement du Maroc dans le Monde**



Ce séminaire a été consacré à la présentation et à la discussion des principaux résultats de la huitième édition de l'enquête sur la réputation du Maroc dans le monde, réalisée par l'IRES, dans le cadre des travaux de son observatoire sur l'image du Maroc à l'international, en partenariat avec "Reputation Lab", cabinet international spécialisé dans le domaine du "Nation Branding". Ont pris part à cette rencontre, des représentants du secteur public, du secteur privé, des diplomates ainsi que des experts en communication.

L'enquête a été administrée en mars et avril 2022, dans un contexte géopolitique caractérisé par la persistance de la crise sanitaire et par le déclenchement du conflit armé en Ukraine. Elle s'est caractérisée par l'élargissement de la taille de l'échantillon au niveau de chaque pays dans lequel la réputation du Maroc est évaluée, ce qui a permis d'accroître la fiabilité des résultats de l'étude.

La huitième édition de l'étude sur la réputation de Maroc dans le monde a connu l'intégration de nouveaux attributs, en l'occurrence le respect des droits de l'Homme, la protection de l'environnement et les efforts déployés en matière de lutte contre le changement climatique. L'attribut "Culture" a été scindé en deux : "Héritage culturel" et "Succès sportif". L'attribut "Respect international" a été remplacé par deux attributs : "Engagement avec la communauté internationale" et "Dirigeants respectés".

La méthodologie, adoptée en 2022, a permis une réorganisation des 22 attributs en cinq dimensions : Qualité de vie, Niveau de développement, Qualité institutionnelle, Facteur humain, Ethique et responsabilité.

### 1. La réputation externe du Maroc

Le Royaume occupe, en 2022, au titre de sa réputation auprès des pays du G7+la Russie, la 32<sup>ème</sup> place parmi les 72 pays évalués. Il jouit toujours, à l'instar des éditions précédentes, d'une image internationale globalement positive.

La réputation du Maroc dans les pays du G7+la Russie est équivalente à celle des Etats-Unis et de l'Indonésie. Elle est meilleure que celle de la Corée du Sud, du Vietnam, du Chili et des BRICS et dépasse la réputation externe de la Turquie et de l'ensemble des pays arabes et africains.

La réputation du Royaume en 2022 est restée favorable en Australie, en Egypte, en France et aux Etats-Unis. Elle a atteint, en revanche, un niveau bas en Espagne, au Nigéria, en Corée du Sud, en Suède et, dans une moindre mesure, en Algérie.

La réputation du Maroc a connu, entre 2021 et 2022, une amélioration notable en Chine (+12,6 points), au Kenya (+6,9 points), aux Pays-Bas (+6,3 points), en Afrique du Sud (+5,9 points) et en Allemagne (+5,7 points). A l'inverse, elle a reculé au Royaume-Uni (-5,4 points), en Inde (-4,8 points), en Turquie (-3,4 points) et en Suède (-3,4 points).

Les atouts du Maroc en termes de réputation externe résident dans les attributs inhérents aux dimensions "Qualité de vie" et "Facteur humain", à l'exception de l'attribut "Qualité du système éducatif". Quant à l'attribut "Sécurité", faisant partie de la dimension "Qualité de vie", il constitue toujours une force de la réputation du Royaume.

La réputation externe du Maroc est globalement favorable au titre des attributs nouvellement intégrés lors de l'édition de 2022 : "Protection de l'environnement" et "Lutte contre le changement climatique".

Des progrès sensibles ont été réalisés à partir de 2019 au niveau de la réputation du Maroc dans les pays du G7+la Russie, pour ce qui est des dimensions "Niveau de développement", "Qualité institutionnelle" et "Ethique et responsabilité".

Toutefois, les évaluations demeurent moins favorables en ce qui concerne les attributs inhérents à la capacité technologique du pays, à la reconnaissance des entreprises et des marques, au degré d'éthique et de transparence et au respect des droits de l'Homme. Quant à la réputation au titre des attributs "Environnement naturel", "Loisirs et distractions" et "Population aimable et sympathique", elle a poursuivi sa tendance baissière, entamée en 2020.

Sur le plan de l'évolution temporelle, la réputation du Maroc dans le monde a affiché, entre 2015 et 2022, une tendance positive en Allemagne, en France, en Italie, au Canada, en Australie, au Japon et aux Pays-Bas. En Afrique, des progrès ont été constatés s'agissant de l'image du Maroc en Afrique du Sud et au Nigéria. Au Royaume Uni, la réputation du Maroc a paradoxalement baissé en 2022, après avoir affiché une tendance haussière entre 2015 et 2021.

La réputation au Chili, au Mexique et au Brésil est restée stable sur la période susmentionnée. Elle a enregistré, toutefois, une tendance contrastée au niveau des autres pays de l'échantillon.

## **2. La réputation interne du Maroc**

Constituée de l'ensemble des perceptions qu'ont les Marocains de leur propre pays, la réputation interne du Maroc s'est considérablement améliorée (+10,9 points) entre 2021 et 2022, passant, pour la première fois depuis le lancement de l'enquête en 2015, d'un niveau moyen de réputation à un niveau fort. Cette évolution pourrait être expliquée par le fait que l'année 2022 a connu des succès notables sur le plan de la diplomatie, sous le leadership de Sa Majesté Le Roi Mohammed VI, ayant contribué au renforcement du sentiment de fierté nationale chez les Marocains.

La forte progression, entre 2021 et 2022, de la réputation interne du Maroc a concerné tous les attributs. Une hausse de plus de 20 points a été constatée au titre des attributs "Usage efficace des ressources publiques", "Marques et entreprises connues", "Avancement technologique", "Environnement institutionnel et politique" et "Qualité du système éducatif".

Néanmoins, les huit éditions de l'enquête ont mis en évidence une fluctuation quasi-annuelle de cette réputation interne, dépendant fortement de l'évolution de la perception des Marocains de l'environnement institutionnel et politique de leur pays.

L'indice de la réputation interne du Maroc a dépassé, en 2022, de 14,8 points celui de sa réputation externe. Cet écart est le plus important, jamais réalisé, depuis 2015.

Les Marocains interrogés estiment plus que les résidents des pays du G7+la Russie qu'ils vivent dans un pays où règne la sécurité, où la population est aimable et sympathique et où le patrimoine culturel est riche. Ils considèrent que le Maroc est véritablement engagé avec la communauté internationale sur les questions cruciales de l'Humanité et qu'il est actif en matière de protection des droits de l'Homme, de l'environnement et de la lutte contre le réchauffement climatique.

A l'inverse, les Marocains sont plus critiques envers leur pays que les étrangers pour ce qui est des cinq attributs suivants : l'usage efficace des ressources publiques, l'éthique et la transparence, l'environnement institutionnel et politique, le bien-être social et la qualité du système éducatif.

### **Les comportements de soutien au Maroc**

La réputation d'un pays se mesure aussi par l'attractivité qu'il peut exercer sur les touristes, les investisseurs, les partenaires commerciaux et les étudiants étrangers ainsi que par sa force à attirer les étrangers désireux de s'y installer ou d'y travailler.

Le Maroc continue à être perçu par les ressortissants des pays du G7+ la Russie, comme un pays à visiter et, éventuellement, à y assister à des événements ou à y acheter des produits et des services. Malgré quelques progrès, cette volonté ne s'exprime pas avec la même intensité lorsqu'il s'agit d'étudier au Maroc.

Entre 2021 et 2022, hormis les recommandations de travailler au Maroc et d'y étudier, qui sont restées stables, l'ensemble des comportements de soutien a enregistré une baisse.

Comparativement à la moyenne mondiale, le Royaume est perçu davantage comme une destination touristique et un lieu de repos et de loisirs, plutôt que comme un acteur économique.

Les comportements de soutien des Marocains à l'égard de leur pays sont nettement plus favorables que ceux des ressortissants des pays du G7+la Russie. Les différences les plus notables concernent les recommandations d'investir au Maroc, d'y vivre et d'y organiser ou d'y assister à des événements.

### **3. La comparaison de la réputation externe du Maroc avec celles de la Turquie, de l'Afrique du Sud, du Mexique et du Chili**

Le Maroc se démarque, au titre de la réputation dans les pays du G7+la Russie, nettement de la Turquie, de l'Afrique du Sud et du Mexique. Sa réputation externe dépasse en 2022, pour la première fois depuis 2015, celle du Chili.

Quant aux comportements de soutien, les personnes interrogées dans les pays du G7+la Russie mettent le Maroc sur le même pied d'égalité que le Chili. Ils recommandent le Royaume plus que l'Afrique du Sud, le Mexique et la Turquie. Cette dernière est mieux positionnée que le Maroc uniquement au niveau de la recommandation de visiter le pays.

A decorative graphic consisting of several overlapping, semi-transparent grey shapes that resemble stylized leaves or petals, arranged in a fan-like pattern pointing towards the top right. The shapes are layered, with some appearing in front of others, creating a sense of depth and movement.

## **La présentation d'ouvrages**



La visioconférence de présentation et de discussion de l'ouvrage intitulé " Russie: le retour de la puissance" a connu la participation d'un panel d'experts nationaux et internationaux, spécialistes des sujets ayant trait à la géopolitique de la Russie. Le débat a mis en exergue les principaux éléments constitutifs de la politique étrangère de ce pays depuis le début des années 2000 et, notamment, ses fondements idéologiques et historiques, ses objectifs ainsi que les moyens déployés en Eurasie et dans le monde.

La rencontre a permis d'aborder les enjeux qui se profilent aujourd'hui, à l'aune des événements en Ukraine, tant au niveau global qu'au niveau des aires d'appartenance du Maroc.

L'ouvrage présenté est un outil de référence pour les chercheurs et les universitaires qui s'intéressent à la géopolitique de la Russie, analysant les différentes facettes de la puissance russe, de la stratégie énergétique au vaccin Spoutnik-V et en proposant des clés de compréhension, afin de mieux appréhender les mutations profondes qui affectent l'architecture des relations internationales contemporaines.

### 1. Lecture croisée de l'ouvrage

La lecture croisée de l'ouvrage par les discutants a mis en exergue les points suivants :

- L'ouvrage passe en revue les facteurs expliquant le retour de la puissance russe, notamment, l'immensité du territoire, l'abondance des ressources énergétiques et minérales, la diversité ethnique, le renouveau de l'outil militaire, l'essor du secteur agricole.... Ce retour de la Russie au rang des grandes puissances est également appréhendé au regard des indicateurs internationaux : la Russie est le deuxième exportateur de pétrole après l'Arabie saoudite, le premier exportateur de blé, le premier exportateur de centrales nucléaires et le deuxième exportateur d'armes.
- Le regain de puissance de la Russie sur la scène internationale est le résultat, d'une part, du renouvellement des rapports de force entre les acteurs internationaux, au niveau politique et économique et, d'autre part, des réformes entreprises par ce pays, au cours des deux dernières décennies pour renforcer ses capacités militaires, moderniser son économie et unifier sa société, après les reculs enregistrés au cours des années 1990.
- La puissance russe s'appuie sur une politique économique nationaliste, le renforcement de sa dimension eurasiatique, la mise en place d'une nouvelle doctrine militaire et la volonté de démontrer une attitude de fermeté envers l'Occident, perçue comme à l'origine de la régression de la Russie au cours des années 1990-2000.

- La Fédération de Russie est un acteur majeur de la géopolitique mondiale. Le principe directeur que semble afficher sa politique étrangère est le soutien à la primauté du droit international et au rôle central du Conseil de Sécurité en matière de résolution des conflits ainsi que la promotion d'un ordre mondial multipolaire. L'ouvrage donne un aperçu sur la politique étrangère russe, notamment, la relation conflictuelle de la Russie avec les pays de l'OTAN ainsi que son partenariat avec la Chine.

## 2. Synthèse des échanges entre l'auteur et les discutants

Exprimant son accord avec les points soulevés par les discutants, l'auteur a apporté les précisions suivantes :

- La Russie entend apparaître comme un facteur d'équilibre entre l'Eurasie et l'Occident. De plus, elle cherche à restaurer son positionnement géostratégique, à défendre ses intérêts et à étendre son influence sur son environnement proche.
- Les faiblesses de la Russie sont préoccupantes dans le domaine démographique. En trente ans, en dépit de l'intégration de la Crimée, avec ses 2,4 millions d'habitants, sa population est restée au même niveau de 145 millions de personnes. S'agissant de la pandémie de la Covid-19, la Fédération de la Russie a enregistré un lourd bilan avec plus de 400.000 morts entre avril 2020 et août 2021, selon les données de Rosstat. En 2019, elle a consacré 3,5 % de son PIB aux dépenses de santé contre une moyenne de 9,8 % pour l'Union européenne.
- Les indicateurs russes dépassent les Européens en matière de défense (2,8 % contre 1,3 %) et de sécurité (2,2 % contre 1,7 %).
- L'Ukraine est un enjeu fondamental pour la Russie, tant du point de vue historique et idéologique que du point de vue diplomatique. En effet, le rapprochement de ce pays avec la sphère occidentale constitue le principal échec de la diplomatie russe.

Le débat engagé lors de cette visioconférence a été axé sur les grands enjeux géostratégiques du retour de la Russie sur le devant de la scène internationale et les fortes tensions de février 2022 entre l'Ukraine et la Russie. De par la complexité croissante du contexte international, il a suscité de nombreuses questions auxquelles l'auteur a apporté les réponses suivantes :

- La guerre menée par la Russie contre l'Ukraine aurait des conséquences lourdes sur l'économie mondiale, notamment, sur les prix des matières premières, du pétrole et des céréales, compte tenu du fait que les deux pays sont de grands exportateurs mondiaux de blé.
- La Russie et la Chine ont réussi à développer leur propre système informatique et technologique indépendamment de l'Occident, ce qui leur a permis d'étendre leur puissance dans le monde cybernétique.



- La relation bilatérale entre la Chine et la Russie est une relation pragmatique caractérisée par des partenariats et des alliances de circonstances afin de faire face à "l'oppression occidentale".
- Bien que la présence russe en Afrique reste limitée par rapport à celle des pays occidentaux, elle est devenue de plus en plus visible ces dernières années. Cette présence se manifeste par la conclusion de nombreux accords militaires avec des pays africains ainsi que par plusieurs investissements, notamment, dans les domaines des mines et des énergies.

La visioconférence de présentation et de discussion de l'ouvrage intitulé "Le retour de la guerre" de M. François HEISBOURG a connu la participation d'un panel d'experts des questions internationales. Elle a été destinée à l'analyse des différentes manifestations de la conflictualité qui caractérise le monde d'aujourd'hui et, en particulier, de l'exacerbation des tensions entre les grandes puissances consécutives à la pandémie de Covid-19, qui a laissé dans son sillage un monde divisé et polarisé.

La rencontre a permis, également, d'examiner les enjeux majeurs qui pèsent sur le devenir de l'humanité, à l'aune des impacts irréversibles du changement climatique sur l'Homme et la Nature et de l'accroissement des menaces cybernétiques.

L'ouvrage dessine les contours d'une géographie conflictuelle du monde d'aujourd'hui, liée principalement aux dynamiques globales du système international et à l'asymétrie des enjeux qui semblent conditionner les conflits actuels. A l'heure où la multiplication des tensions géopolitiques et géoéconomiques tend à masquer les menaces d'ordre environnemental ou sanitaire, cet ouvrage offre une hauteur de vue permettant d'appréhender la conflictualité et de se préparer aux évolutions prévisibles et imprévisibles.

### 1. Lecture croisée de l'ouvrage

La lecture croisée de l'ouvrage par les discutants a abordé les points suivants :

- La guerre au sens traditionnel a, au cours des dernières décennies, progressivement cédé la place à un modèle de guerre irrégulière, de nature hybride, s'étendant sur des espaces et des domaines diversifiés et où les facteurs de supériorité se sont multipliés au point d'en réduire l'importance de la primauté militaire.
- La crise de la Covid-19 a transformé les attitudes et les comportements humains : elle a déclenché un phénomène de psychose collective à l'échelle mondiale. Cela s'explique, en partie, par la manière dont la crise est gérée par les Etats et amplifiée par les médias. Plusieurs facteurs ont contribué à la perte de sens en cette période inédite et ont réduit la capacité de résilience des populations : les hésitations et les injonctions paradoxales des pouvoirs publics et des autorités médicales, les propos approximatifs ou erronés, les décisions incompréhensibles, les fausses interprétations d'indicateurs, la politisation des questions sanitaires, le management par la peur, la dramatisation constante par les médias et la diffusion de fausses informations (*fake news*).

- La pandémie de la Covid-19 a exacerbé les tensions entre les Etats-Unis et la Chine. Le retrait précipité de l'armée américaine d'Afghanistan ouvre la voie à un partenariat stratégique sino-afghan.
- La Chine entend exprimer davantage un désir de revanche face à l'Occident. Outre les infra-guerres, qui se sont multipliées avec des cyberattaques de toutes sortes, il y a lieu de mentionner les opérations militaires en mer de Chine méridionale et la guerre de la 5G. Le sort de Taiwan demeure la principale cause potentielle d'un conflit entre les deux grandes puissances mondiales et ce, d'autant que la Chine ne cache plus ses intentions de réunification.
- L'ouvrage note le retour de la guerre "chaude", caractérisée par le recours intensif aux forces militaires armées, au détriment de la guerre froide. Les signes du retour de la guerre étaient perceptibles même avant le début de la pandémie et, notamment, à travers l'annexion de la Crimée par la Russie.

## 2. Synthèse des échanges entre l'auteur et les discutants

En réponse aux questions soulevées par les discutants, l'auteur a apporté les précisions suivantes :

- La pandémie de Covid-19 a bouleversé les dynamiques tant sociales que géopolitiques. L'impact que la crise sanitaire pourrait avoir en termes de conflictualité n'est pas aussi éloigné du précédent historique de la crise de 1929 et de ses répercussions.
- L'affrontement entre les Etats-Unis et la Chine a trouvé, dans le contexte de la crise sanitaire, une nouvelle facette de son expression et un accélérateur de son intensité. Les deux pôles de puissance mondiale ont chacun tenté de démontrer à travers cette crise leur capacité d'adaptation et de résistance et donc la supériorité de leur système de gouvernance.
- Le changement climatique, avec les sécheresses et les migrations qu'il entraîne, représente un facteur d'exacerbation des conflits. Les tensions politiques entre les Etats-Unis et la Chine rendent difficile l'évolution vers un nouveau régime climatique. Les Etats-Unis espèrent depuis longtemps pouvoir dissocier l'enjeu environnemental qu'est le changement climatique des différends qui les opposent à la Chine sur les questions du commerce, des droits de l'homme ou de l'origine de la pandémie du coronavirus.

Le débat engagé lors de cette visioconférence a porté sur les enjeux géostratégiques qui se profilent :

- La mutation croissante de l'ordre international exige la mise en place d'une nouvelle gouvernance mondiale, fondée sur la solidarité entre les nations et qui vise non seulement à équilibrer les besoins des humains et de l'environnement mais, également, à réduire les inégalités.
- La réflexion sur une nouvelle marche du monde constitue une opportunité exceptionnelle pour la transition vers un modèle de développement sobre en carbone, un système économique équitable et des institutions internationales plus efficaces.
- Le multilatéralisme revêt une importance cruciale dans un monde où la volatilité et la complexité s'accroissent, générant autant d'incertitude et d'ambiguïté.
- La complexité du monde ne pourrait être décodée que par une démarche prospective se fondant sur des faits avérés, des tendances démontrées et des émergences prouvées ainsi que par des approches holistiques et ce, afin de relever les défis du 21<sup>ème</sup> siècle.
- Le droit international devrait être mis à jour pour qu'il puisse être capable de faire face aux guerres de nature climatique, migratoire et sanitaire.

La question de l'intégrité territoriale du Royaume occupe une place de choix dans les travaux de l'IRES. Dans le cadre, à la fois, de sa mission de veille et de l'examen des questions nationales à caractère stratégique, l'Institut suit de près l'évolution de la question du Sahara marocain.

Cet ouvrage propose d'aborder cette question, sur la base d'une investigation dans les archives permettant d'attester la véracité et de la profondeur des liens historiques qui lient le Royaume du Maroc à ses Provinces du Sud.

### **1. Lecture croisée de l'ouvrage**

La lecture croisée de l'ouvrage par les discutants a mis en évidence les points ci-après :

- L'ouvrage est une analyse historique de la question du Sahara marocain, portant sur la période de la colonisation, démontrant l'origine coloniale de ce conflit artificiel. L'auteur s'est basé sur les archives militaires des anciennes puissances coloniales et sur des documents authentiques et inédits, issus, notamment, des Archives nationales d'Outre-Mer à Aix-en-Provence, des archives diplomatiques de Nantes et de la Courneuve, du centre de Koulouba à Bamako, au Mali, ainsi que du centre des archives nationales de Dakar, au Sénégal.
- L'auteur souligne l'importance stratégique de Tindouf pour les puissances coloniales. Axe pivot de la stratégie coloniale visant à unifier les territoires entre la colonie algérienne et l'Afrique occidentale française, en orientant l'occupation vers la route occidentale de l'atlantique pour contourner la résistance et l'influence du Maroc et sécuriser l'expansion de la France vers l'ouest et l'Afrique subsaharienne.
- Comme décrit dans l'ouvrage, les cartes étaient " un instrument privilégié du pouvoir colonial". Elles étaient manipulées soit dans le sens d'une occultation des références à la marocanité, soit encore pour avancer des hypothèses de territorialité tournées vers les objectifs de la stratégie coloniale. C'est ainsi que le Sahara a fait l'objet d'une dénomination à géographie variable, englobant "tout le Sahara atlantique jusqu'à aujourd'hui, l'espace étroitement délimité de l'ancien Rio de Oro".
- Dans son ouvrage, l'auteur démontre, également, les liens ancestraux entre le sud et le nord du Royaume, symbolisés par le pacte d'allégeance.

## 2. Principaux points soulevés lors du débat

Les débats subséquents ont permis d'aboutir aux conclusions suivantes :

- Plusieurs documents prouvent que le Sahara était sous l'autorité du Maroc avant la colonisation, dont, par exemple, le Dahir du Sultan Moulay Hassan 1<sup>er</sup>, nommant le Cheikh Maa Laaynanin Gouverneur de cette région et des manuscrits et des devises de la Dynastie Alaouite, qui attestent des décisions au nom du Sultan à l'époque aux alentours de 1858.
- Le silence français à propos de ce sujet est une reconnaissance tacite de la marocanité du Sahara.
- Une grande importance devrait être accordée au rôle crucial de la diplomatie marocaine, qui a réalisé des percées importantes, dont les retraits de reconnaissance de la prétendue " *rasd* ", qui n'est plus reconnue que par 15% des pays dans le monde, l'ouverture de nombreux consulats à Laâyoune et à Dakhla, la reconnaissance américaine de la marocanité du Sahara et l'appui grandissant que reçoit l'initiative marocaine de large autonomie pour les Provinces du Sud.
- La réinvention et la réutilisation par le protectorat des outils de gouvernance de "l'Empire Chérifien" est une preuve que ces territoires étaient soumis aux autorités marocaines avant l'arrivée du protectorat.

Cette rencontre a permis l'analyse du système mondial multipolaire, en mettant l'accent sur la place de l'Afrique et du Maroc, en tenant compte des nouvelles données de l'environnement international et des enjeux qui s'y rapportent à tous les niveaux. A été soulignée, également, l'importance d'une gouvernance mondiale adaptée et d'un multilatéralisme équitable face aux grands enjeux qui menacent le devenir de l'humanité.

### **1. Présentation de l'ouvrage par son auteur**

L'ouvrage dresse une vue d'ensemble de l'évolution globale de la conjoncture internationale et analyse le "Grand Jeu" entre pôles de puissances établies, défiant la stabilité antérieure.

- La transition du système international, de la fin du système bipolaire à l'unipolarisme américain, puis au multipolarisme en cours de gestation à l'heure actuelle.
- Les changements que subit l'ordre mondial, qui s'articulent autour de trois axes principaux :
  - ✓ Le triangle "Etats-Unis, Russie et Chine", qui se disputent l'hégémonie de la scène internationale, devenue de plus en plus instable.
  - ✓ L'environnement stratégique mondial qui connaît des mutations rapides, imposant aux acteurs d'adapter constamment leur positionnement,
  - ✓ L'Europe, comme acteur géopolitique inachevé et à autonomie incomplète.
- La crise de l'atlantisme, ou du principe de vassalité, qui est aujourd'hui aggravée par deux phénomènes : la démission stratégique du continent européen, en voie de régression vers un sous-système dépendant et les tentatives de resserrement des alliances militaires permanentes en Europe et en Asie-Pacifique, prélude d'un conflit de grande dimension.
- Le conflit ukrainien, qui illustre la difficulté de l'Union européenne à établir une architecture européenne de sécurité, car il intervient comme modèle de rupture dans les relations de coopération internationale et préfigure en Asie-Pacifique une relation d'interdépendance stratégique et d'alliances militaires opposées, entre puissances du "Rimland" et puissances du "Heartland", face à l'ouverture prévisible d'une crise concernant le "statut" de Taiwan.

- Le glissement du système international vers une forme d'hégémonie. Les facteurs de ce changement peuvent être résumés dans l'instabilité politique interne, sujette à l'intervention de puissances extérieures, à l'usure des systèmes démocratiques, gangrenés en Eurasie par l'inefficacité et par la corruption et dans certaines régions d'Afrique, par le sous-développement, l'absence d'infrastructures modernes, la détérioration de la santé publique et une démographie sans contrôle.
- Les tensions entretenues entre les Occidentaux et la Russie en Ukraine, susceptibles de provoquer une escalade aux incertitudes multiples, y compris nucléaires, des crises ouvertes et des conflits gelés, allant des pays baltes à la Mer noire et du Caucase à la Turquie. Ces tensions remettent à l'ordre du jour l'hypothèse d'un affrontement général, comme issue difficilement évitable de formes permanentes d'instabilité régionale, aux foyers multiples, internes et internationaux.
- Le conflit de l'Ukraine avec la Russie, qui peut être interprété comme une tentative de désarticulation de la continuité géopolitique de l'Europe vers l'Asie et de la Chine vers la région de l'Indopacifique. C'est sous l'angle de fracturation et de la vassalité, que s'aggravent les facteurs d'incertitudes et les motifs de préoccupation sur les tendances stratégiques des Etats-Unis.

## **2. Principaux points soulevés lors du débat**

Les débats tenus suite à cette présentation ont permis de mettre en relief les éléments suivants :

- La transition graduelle vers un ordre mondial multipolaire nécessite une réponse stratégique, de nature structurelle pour mieux se préparer à un tel contexte. La reconstruction du multilatéralisme est l'une des réponses.
- La nouvelle vision du monde requiert l'instauration d'une nouvelle gouvernance mondiale repensée, plus encline à l'anticipation et à la coopération.
- Il est nécessaire de promouvoir un leadership participatif et plus affirmé, capable d'entraîner le changement et d'assurer la transformation des pays, au moyen d'une vision clairvoyante et porteuse de sens.
- Une véritable moralisation de l'ordre mondial s'impose avec acuité : la défense d'un ordre international équitable, cohérent, flexible et adapté aux enjeux d'un monde vulnérable, incertain, complexe et ambigu.